



Les fédérations FGMM CFDT, FTM-CGT, des équipementiers et sous traitants industriels travaillant pour la filière des télécoms, se sont réunies le 31 octobre 2012.

Elles constatent une situation alarmante avec des plans de réductions d'emplois, des activités réduites avec du recours au chômage partiel, des disparitions d'activités et des fermetures de sites dans de très nombreuses entreprises industrielles : Alcatel Lucent, Technicolor, chômage partiel chez ST Ericsson, difficultés de charge chez Altis,... C'est l'ensemble d'une filière, qui se trouve aujourd'hui fragilisée. Après la forte crise de la bulle Internet des années 2000, et la mise en place de stratégies d'externalisation par les grands groupes des activités industrielles, l'érosion des bases industrielles n'a pas cessé de s'aggraver.

Or, dans un secteur où les pouvoirs publics : état et collectivités territoriales jouent un rôle de régulateurs, d'investisseurs sur les réseaux, la concurrence mondiale s'est installée, faisant la part belle aux logiques financières. De très longue date, les fédérations et les équipes syndicales d'entreprises n'ont cessé de dénoncer ce modèle.

Dans ce contexte, les fédérations estiment qu'une autre régulation du secteur doit être construite avec une priorité affirmée sur l'emploi et permette un autre partage des richesses. Il faut sortir d'un modèle exclusivement libéral pour construire une régulation plus équilibrée entre les acteurs économiques et l'ensemble des parties prenantes, tourné vers l'emploi et par la reprise des investissements.

L'annonce du gouvernement de sa volonté de construire un modèle économique créateur d'emplois et d'investissements pour le secteur des télécoms est positive. Cependant, la consultation des représentants des salariés, dans le cadre de la conférence stratégique de filière STICs est pour le moment centré autour des enjeux des opérateurs de télécoms, ne prenant aucunement en compte la partie industrielle de la filière, pourtant fondamentale. L'emploi maintenu et créé en France doit devenir un des critères dans l'attribution des aides à la Recherche et au développement, les travailleurs et leurs représentants doivent pouvoir peser dans sa gouvernance.

Pour les fédérations, alors que le secteur des Télécoms continue de produire des richesses importantes, et que la demande et les usages innovants sont en explosion, il faut arrêter les suppressions d'emplois et revenir à une dynamique de création d'emplois. C'est pourquoi les fédérations ont convenu d'une expression convergente sur l'emploi et la régulation, sur la nécessité de protéger les réseaux télécoms et l'urgence d'une politique industrielle au niveau européen. Les fédérations s'adressent à tous-tes les salarié(e)s du secteur pour défendre ensemble ces propositions qui nous rassemblent.

Réunies le mercredi 31 octobre au siège de la FGMM CFDT pour avancer sur l'analyse de la situation économique et sociale du secteur, mais également sur les modes d'action les plus appropriés pour mobiliser les salarié-e-s du secteur et peser sur les décisions du gouvernement et les stratégies des opérateurs et des industriels, les fédérations ne peuvent se satisfaire de consultations où l'on n'entend que la voie du patronat. Elles demandent à être écoutées et entendues sur l'emploi et la régulation.

Elles feront du 13 novembre une journée de mobilisation, d'action et d'expression pour donner la parole aux salarié(e)s

Nous serons reçus au ministère du Redressement productif le 13 novembre à 10h15.

Une conférence de presse se tiendra le 14 novembre à 8h30, dans les locaux de la F3C-CFDT.

Le 14 novembre 2012, selon des formes à choisir dans chaque entreprise, nous participerons aux manifestations aux côtés des salariés européens pour nous mobiliser pour l'emploi et la solidarité en Europe. Non à l'austérité !